

CONCOURS DE RECRUTEMENT DE PROFESSEURS DES ECOLES

Epreuve d'admission 2ème épreuve orale : mise en situation professionnelle

SUJET N°45

Durée : 45 minutes (exposé n'excédant pas 15 minutes suivi de 30 minutes d'entretien)

Thème : Réussir à l'école

Dossier :

Texte 1 : Pacte pour la réussite éducative

Signé par George Pau-Langevin, ministre déléguée chargée de la réussite éducative en présence de Dominique Bertinotti, ministre déléguée à la famille le mardi 15 octobre 2013.

Texte 2 : Education formelle et non formelle , Philippe Meirieu, Petit dictionnaire de pédagogie , 2011

<http://www.meirieu.com/DICTIONNAIRE/dictionnaireliste.htm>

Questions posées au candidat :

- Quels sont la place et le rôle des différents acteurs impliqués dans l'éducation de l'enfant ?
- Dans quelle mesure les choix pédagogiques peuvent-ils favoriser la réussite de l'élève ?
- Comment favoriser la réussite de l'élève à l'école par des partenariats entre les divers acteurs ? Citez des exemples possibles.

Texte 1 : Pacte pour la réussite éducative

Signé par George Pau-Langevin, ministre déléguée chargée de la réussite éducative en présence de Dominique Bertinotti, ministre déléguée à la famille le mardi 15 octobre 2013.

Préambule

La réussite éducative se définit comme la recherche du développement harmonieux de l'enfant et du jeune. Elle est plus large et englobante que la seule réussite scolaire et tend à concilier l'épanouissement personnel, la relation aux autres et la réussite scolaire. Elle permet l'articulation de tous les temps de l'enfant et du jeune et vise à leur donner les moyens de s'intégrer pleinement dans la société. Elle s'adresse prioritairement à ceux qui sont le plus en difficulté et dans les territoires les plus défavorisés. Elle se réfère aux valeurs et objectifs de la convention internationale des droits de l'enfant de 1989.

La réussite éducative est déjà ancrée dans les pratiques. Elle se matérialise à travers plusieurs démarches, notamment les projets éducatifs locaux (PEL), les projets éducatifs de territoire (PEDT) pilotés par les communes et mis en place dans les écoles dans le cadre de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République, les programmes de réussite éducative (PRE) mis en place dans les quartiers de la politique de la ville et pilotés par le ministre délégué chargé de la ville, les actions pédagogiques et éducatives menées dans les écoles et établissements scolaires, notamment en éducation prioritaire, les projets du comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC) dans les établissements scolaires du second degré.

Le ministère délégué à la réussite éducative, créé en 2012, entend poursuivre et amplifier cette évolution.

Les actions menées sont multiples et prennent en considération toutes les dimensions de l'environnement de l'enfant et du jeune. Le succès de ces actions suppose d'activer des leviers de nature différente. Elles s'attachent notamment, et de façon non exclusive, à l'accompagnement scolaire, au développement de la pratique d'activités artistiques, culturelles et sportives, à la promotion de la santé, à la lutte contre le décrochage scolaire, au soutien à la parentalité, au renforcement des relations avec les familles, à l'accès aux loisirs éducatifs, etc.

Les acteurs de la réussite éducative

La réussite éducative concerne l'ensemble de la communauté éducative, c'est-à-dire tous les acteurs qui interviennent durant tous les temps de vie des enfants et des jeunes, dans et hors l'École. La diversité caractérise les acteurs de la réussite éducative. Comptent nécessairement parmi eux et sans exclusivité :

Les familles

L'accompagnement d'un enfant et d'un jeune dans sa progression vers l'autonomie et son futur projet de vie ne peut être conçu qu'avec l'implication continue des parents et familles qui restent leurs premiers référents. La reconnaissance de la capacité d'agir des familles ainsi que la prise en compte de leurs attentes et difficultés sont des facteurs importants de la réussite.

L'École

L'École, à travers l'action de l'ensemble des professionnels qui y participent, assure en direction des élèves des missions en termes d'éducation, de formation, de socialisation, de citoyenneté, d'éveil de l'esprit critique, d'apprentissage et de qualification. Elle prépare ainsi à l'entrée dans la vie sociale et professionnelle. Elle est l'un des lieux de repérage des difficultés que rencontrent les enfants et les jeunes et contribue à leur réussite par son action éducative, son fonctionnement et la prise en compte de tous les autres aspects de la vie familiale, culturelle et sociale.

Les ministères partenaires

Dans ses différentes composantes ministérielles, l'État est amené à élaborer des politiques publiques et à mobiliser des moyens au service de la réussite éducative. Dans ce cadre, la priorité du gouvernement donnée à la jeunesse est un levier essentiel de l'action. En accord avec l'État, la branche Famille accompagne les actions de réussite éducative au moyen de sa participation à l'organisation des temps périscolaires et extrascolaires.

Les collectivités territoriales

Les collectivités territoriales élaborent, initient et mettent en œuvre localement des politiques publiques qui contribuent à la réussite éducative. Le partenariat entre les différents échelons de collectivités s'impliquant sur ces questions permet des actions plus efficaces.

Les associations

Les acteurs associatifs concourent à la conception et à la mise en place d'actions de réussite éducative. Leurs interventions auprès des enfants et des jeunes permettent d'autres formes d'apprentissage, complémentaires à ceux des temps scolaires et familiaux, et rendent possible l'ouverture culturelle et la construction d'espaces de socialisation, d'engagement et d'exercice de la citoyenneté.

Les principes qui guident les acteurs de la réussite éducative

La réussite éducative requiert une approche globale de l'enfant, du jeune et de sa famille et se fonde sur un projet éducatif partagé, reposant sur des actions pluridisciplinaires. À cette fin, les acteurs de la réussite éducative s'engagent sur les principes d'action suivants :

Appréhender l'enfant et le jeune dans une approche globale

- Les acteurs prennent en compte toutes les dimensions de la situation et de l'environnement de l'enfant ou du jeune. Ils mettent en cohérence leurs actions et agissent de façon complémentaire.
- La bienveillance, le bien-être, l'accompagnement individuel et collectif, la valorisation des réussites plutôt que la stigmatisation des échecs et le renforcement de l'estime de soi sont au cœur des actions de réussite éducative.
- Les situations sociales et économiques des enfants et des familles étant inégales, les acteurs de la réussite éducative se mobilisent plus particulièrement en faveur de ceux qui ont le plus besoin d'attention et d'accompagnement.

Mobiliser les enfants, les jeunes et leurs familles

- L'enfant et le jeune sont acteurs à part entière de leur réussite. Leur participation est à rechercher et l'expression de leurs attentes est à prendre en compte.
- La reconnaissance et l'implication des parents et des familles sont essentielles. Elles nécessitent une démarche volontariste en leur direction.

S'adapter à chaque enfant et chaque jeune

Les acteurs de la réussite éducative se mobilisent pour que tous les lieux éducatifs soient plus inclusifs, en s'adaptant aux difficultés de chaque enfant et chaque jeune, qu'elles soient temporaires ou durables (enfants et jeunes en situation de handicap, malades, allophones nouvellement arrivés, etc.).

Favoriser une ouverture sur le monde

- Les acteurs s'engagent à favoriser une ouverture sur le monde aux enfants et aux jeunes et à élargir leurs champs des possibles.
- La perception du territoire doit progressivement s'élargir afin d'offrir aux enfants et aux jeunes une capacité de mobilité et d'accès à toutes les ressources nécessaires à leur épanouissement et à la réalisation de leurs projets.

Adopter une démarche éthique

- La lutte contre toute forme de discrimination et le respect du principe de laïcité guident les acteurs de la réussite éducative.
- Une éthique de la responsabilité caractérise l'ensemble des démarches éducatives des acteurs de la réussite éducative. Elle a notamment pour conséquence le respect d'une confidentialité au sein de l'équipe concernant des informations relatives aux enfants, aux jeunes et à leurs familles.

Agir avec des partenaires dans le cadre d'un pilotage local

- Un cadre partenarial doit être posé dans lequel sont reconnus la place, le rôle et l'utilité de chaque type d'acteurs. Celui-ci permet, à différents niveaux, la coproduction d'actions éducatives, une approche pluridisciplinaire et pluri-professionnelle des interventions et un pilotage coordonné.
- Le caractère global et continu de l'éducation est affirmé, ce qui conduit chacun des acteurs concernés à considérer sa place dans un ensemble, à affirmer sa singularité et à prendre en compte tous les autres partenaires.
- Le pilotage local doit permettre de réguler le travail collectif des acteurs de la réussite éducative. Ceux-ci s'engagent à s'inscrire dans une démarche d'évaluation. Ce partenariat repose sur la mobilisation et la mutualisation des moyens humains et financiers et se situe dans le cadre des politiques éducatives territoriales.
- Le périmètre de ce partenariat est variable. Il dépend non seulement de la nature des actions menées mais aussi des spécificités du territoire dans lequel elles sont mises en place. C'est pour répondre au mieux aux besoins, attentes et difficultés des enfants et des jeunes que les actions de réussite éducative se mettent en place au niveau local. Les partenariats, la cohérence et la continuité des actions se construisent à cet échelon.

Ce pacte a vocation à être décliné localement par les acteurs de la réussite éducative qui s'engagent à favoriser les politiques de réussite éducative et à veiller à ce qu'elles fassent l'objet d'études, d'évolutions et de recherches susceptibles de contribuer à l'amélioration de leur efficacité

Texte 2 :

Education formelle et non formelle

Philippe MEIRIEU, Petit dictionnaire de pédagogie, 2011.
<http://www.meirieu.com/DICTIONNAIRE/dictionnaireliste.htm>

1 - L'École peut-elle, à elle seule, produire la réussite scolaire et sociale des enfants ?

Pour répondre à cette question, il convient de faire un petit retour en arrière et de comprendre les finalités les objectifs et les méthodes de l'institution scolaire. Cette institution, sous la forme que nous lui connaissons aujourd'hui, est extrêmement récente au regard de notre histoire : un siècle et demi, guère plus ! Ses principes de fonctionnement datent de Comenius, un philosophe et pédagogue tchèque protestant, qui les formula et les mit en œuvre dans ses ouvrages à la fin du XVII^{ème} siècle. Comenius avait observé que les apprentissages de toutes sortes, y compris professionnels, s'effectuaient de manière bien trop aléatoire et il souhaitait les rendre, tout à la fois, plus égalitaires et plus rigoureux. Pour que tous les enfants accèdent aux savoirs jugés fondamentaux, il mit en place un système qui tendait à en faire, pour tous sans exception, des apprentissages obligatoires, progressifs et exhaustifs.

Obligatoires, parce que, dans « la vie », les individus ont toujours tendance à se débrouiller pour s'en sortir sans apprendre : en renonçant à un projet pour lequel ils n'ont pas les compétences, en faisant appel à une personne disposant de ces compétences et qui évite d'avoir à les acquérir soi-même ou en se procurant tout fait ce qu'ils cherchaient à faire... C'est d'ailleurs là notre comportement quotidien : quand notre télévision ou notre voiture est en panne, nous ne nous engageons pas dans l'apprentissage de l'électronique ou de la mécanique, nous nous adressons à quelqu'un que nous savons déjà expert du domaine. Or, ce comportement est interdit dans l'École : quand un enfant est « en panne » devant son exercice de mathématiques, il n'a pas le droit de le faire faire par un bon mathématicien. L'objectif de l'École est qu'il apprenne lui-même les mathématiques ; c'est pourquoi l'École rend les apprentissages obligatoires : elle met en place des situations dont on ne peut pas se sortir sans apprendre ... Et pour que ces situations soient efficaces, il faut que les apprentissages soient progressifs. Là encore, c'est très différent de ce qui se passe dans « la vie » où les problèmes se présentent à nous dans le désordre, le plus complexe anticipant souvent le moins complexe : si je fais un stage chez un garagiste, rien ne dit que, le premier jour, je n'aurais qu'à changer une roue et que c'est seulement au bout de six mois, quand j'aurais franchi toutes les étapes intermédiaires, que je devrais changer une bielle ! Or l'École ne peut accepter ce « désordre », qui est très contre-productif dès lors qu'elle veut que tout le monde progresse et progresse à peu près à la même vitesse. C'est pourquoi elle met en place des programmes qui vont du simple au compliqué, des « bases » aux savoirs élaborés, des prérequis aux objectifs de haut niveau taxonomique... Et, enfin, dans cette même perspective, l'École cherche à éviter que les enfants n'apprennent que ce qui leur est proposé, de manière très inégalitaire, par leur entourage immédiat : d'où son souci d' exhaustivité qui est censé faire échapper les apprentissages à l'aléatoire des rencontres individuelles plus ou moins favorables... Au total, on le voit, le projet de Comenius, anticipe le projet encyclopédique et porte en germe toute l'organisation scolaire telle qu'elle sera systématisée au XIX^{ème} et au XX^{ème} siècle : extraire les savoirs du champ social où ils sont éparpillés et les présenter de manière égalitaire, dans des structures adaptées, à tous les enfants pour qu'ils parviennent à se les approprier. La « classe », les « programmes », les « manuels », les « examens »... tout cela est en germe dans la vision - très progressiste - de Comenius...

Il ne peut donc pas être question de revenir sur ces acquis fondamentaux, au risque d'abandonner tout espoir d'un enseignement démocratique... Mais, justement, il ne peut être question, non plus, d'en rester là, car les méthodes directement inspirées du projet encyclopédique ont aussi - nous le savons aujourd'hui - des effets anti-démocratiques et nous pouvons en pointer au moins trois... D'une part, la présentation programmatique des savoirs les déconnecte des questions qui leur ont donné naissance et des usages qui leur donnent sens : ce qu'on gagne en progressivité et exhaustivité, on le perd en implication dans les apprentissages, en mobilisation pour apprendre.

Et ce sont les enfants les moins stimulés culturellement et les plus fragiles socialement qui sont, ici, les plus défavorisés : alors que leurs camarades comprennent « à quoi ça répond » et « à quoi ça sert », alors que ces derniers ont appris à trouver des satisfactions personnelles dans une combinatoire esthétique des savoirs encyclopédiques, eux peinent à comprendre quel est l'intérêt de ces objets fossiles dont on se contente de leur dire :

« Apprends... Tu comprendras plus tard à quoi ça sert ! »...

D'autre part, et dans les mêmes perspectives, la postulation de l'égalité de droit des élèves devant les savoirs laisse se creuser les inégalités :

car les élèves n'arrivent pas tous en classe avec le même « capital culturel » et leurs chances d'accéder aux connaissances sont subordonnées à la qualité de leur environnement linguistique et psychologique, à la structuration de leur milieu familial, à l'aide dont ils peuvent bénéficier en dehors de l'École. Plus largement encore, nous savons que l'enseignement scolaire favorise certaines stratégies d'apprentissage : pour peu que ces stratégies d'apprentissage soient en déphasage avec les manières d'apprendre que le sujet s'est construit dans son histoire et qu'il ne dispose d'aucun soutien pour « faire le pont », il risque d'être mis en difficulté, voire en échec... *Enfin, il existe aujourd'hui des élèves qui se mettent délibérément en dehors du jeu scolaire* : soit qu'ils considèrent, plus ou moins explicitement, que « ce jeu n'en vaut pas la chandelle » (la diminution notable de la mobilité sociale par l'École semble, malheureusement, leur donner raison) ; soit qu'ils se sentent tellement étrangers à l'École que la soumission à ses règles et ses codes leur apparaîtrait une trahison.

Face à ces problèmes inhérents en quelque sorte aux principes organisateurs de l'institution scolaire, l'École a tenté de trouver des solutions en interne : introduction de la « pédagogie de projet » pour donner sens aux savoirs en les articulant à des « situations problèmes » identifiées ; organisation de moments d'aide, de suivi ou de soutien afin d'apporter à chacun l'accompagnement qui lui est nécessaire pour qu'il bénéficie au mieux de l'enseignement donné à tous ; mise en place de structures spécifiques en direction des « décrocheurs » fondées sur une « pédagogie du détour » susceptible de les réconcilier avec l'École. Plus globalement, j'ai proposé, en 1998, au moment où j'ai été chargé de la réforme des lycées, de donner comme fil directeur à l'ensemble de ces initiatives la maxime : « L'École doit être à elle-même son propre recours. » Je crois que cette maxime est plus que jamais d'actualité : une École démocratique ne peut accepter de laisser des problèmes en suspend, de renvoyer des élèves en difficulté ou en échec vers des structures ou des initiatives privées payantes... Elle doit proposer à tous les enfants et à leurs familles des solutions en interne, gratuites évidemment.

Cela dit, d'une part nous en sommes très loin... Et, d'autre part, on peut se demander si, dans le cas où l'École parviendrait à installer ces recours internes systématiques, elle n'aurait quand même pas besoin de partenaires...